

## Campinos débute son mandat à l'OEB

António Campinos a officiellement débuté son mandat de cinq ans à la présidence de l'Office européen des brevets (OEB).

Campinos occupait auparavant la fonction de directeur exécutif de l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO), et avant cela, il était l'ancien président de l'Institut portugais de la propriété industrielle.

Campinos a également été à la tête de la délégation portugaise au Conseil administratif de l'OEB de 2005 à 2010.

Il succède à Benoît Battistelli, qui a présidé l'OEB pendant huit ans.

Battistelli a pris ses fonctions le 1<sup>er</sup> juillet 2010 pour un mandat de cinq ans, qui fut prolongé pour trois années supplémentaires en juin 2014.

Battistelli était le premier président de l'OEB à avoir précédemment occupé la présidence du Conseil administratif de l'OEB.

Son mandat a enregistré un nombre record de délivrances de brevets sur une base annuelle, un exploit que l'OEB prétend devoir aux mesures d'efficacité mises en place sous Battistelli.

Ce dernier a également joué un rôle dans la création et la progression du système unitaire des brevets de l'Europe.

À propos de sa nouvelle fonction, Campinos déclare : « Je suis ravi de débiter mon rôle de président de l'OEB, une organisation déjà grandement respectée pour les services qu'elle offre ».

« L'OEB est incontestablement une belle réussite, et nous voulons consolider ce succès en évaluant avec notre personnel et les parties prenantes si des améliorations peuvent être apportées. Cela signifie œuvrer pour garantir que l'Office sera non seulement efficace, mais aussi efficient dans la délivrance de brevets de haute qualité à nos utilisateurs afin de soutenir le secteur de l'innovation en Europe. »

### Analyse

Le départ de Battistelli s'accompagne d'un soupir de soulagement pour beaucoup au sein de l'Office, dont notamment le syndicat de l'OEB (l'USOEB), qui avait formulé d'importantes critiques à l'encontre du président sortant ces dernières années.

Battistelli a en effet été accusé d'avoir violé les droits du personnel de l'Office, dont notamment en introduisant des [propositions](#) visant à supprimer des contrats de travail à durée indéterminée, en [licenciant](#) prétendument des membres du personnel contre la volonté du Conseil administratif, et en chapeautant des [« événements choquants »](#) au sein de l'Office.

Battistelli a également tenté de modifier les pratiques de travail à l'Office, notamment en mettant un terme aux augmentations salariales fixes et en passant aux promotions basées sur l'ancienneté plutôt que sur le rendement au travail.

L'USOEB a organisé de nombreuses manifestations afin de contester contre Battistelli et contre les prétendus licenciements abusifs de plusieurs membres du personnel.

Ces manifestations ont été très vite interdites, ce qui a exacerbé le problème.

L'Union Syndicale Bruxelles, l'un des plus gros syndicats de la Fédération européenne des syndicats des services publics, s'est jointe à l'USOEB et a demandé de mettre fin à « la pratique arbitraire anti-syndicale » de Battistelli.

Elle a déclaré : « Ces événements scandaleux au sein de l'OEB résultent également d'une structure de gouvernance défailante rencontrée dans de nombreuses organisations internationales ».

Campinos apporte une lueur d'espoir à tous ceux qui sont fatigués de la gestion de l'OEB de ces dernières années, mais son élection ne manque pas de susciter le scepticisme de l'USOEB ; et bien que le mandat de Battistelli touche à sa fin, le reste du comité de gestion de l'OEB — qui a présidé la controverse — demeure quant à lui en place.

L'USOEB en lutte avait déjà souligné être « prête à s'engager sur la voie d'une coopération fructueuse » avec Campinos, pour autant qu'il y ait un « respect de l'État de droit par la haute direction ».

Lorsque les candidatures ont été ouvertes pour la fonction, l'une des exigences énoncées était de « diriger l'OEB avec des techniques de gestion modernes et une capacité remarquable à engager le dialogue social ».

L'USOEB a déclaré que selon elle, ceci indiquait que le Conseil administratif cherchait à « rétablir des conditions de travail harmonieuses et à dissiper l'atmosphère » générée au sein de l'Office.

Dans une lettre, l'USOEB a suggéré que Campinos devrait établir un groupe de travail multilatéral chargé de rechercher la vérité et de recommander des mesures concrètes concernant l'État de droit et les droits fondamentaux au sein de l'Office, la dignité du personnel, le bien-être du personnel et la relation entre les conditions de travail et les risques psycho-sociaux.

Une source proche de l'USOEB a confié à IPPro que Campinos a hérité d'une « situation difficile ».

La source a déclaré : « Le Conseil administratif de l'OEB a désigné Campinos comme nouveau président non seulement pour ses compétences techniques en matière de PI, mais également car il a démontré, dans son ancien poste au sein de l'EUIPO, qu'il est capable et désireux d'établir un rapport constructif avec les partenaires sociaux pour le bénéfice de toutes les parties prenantes ».

Cependant, la source a ajouté que Campinos doit agir le plus rapidement possible pour « rétablir le respect intégral de l'État de loi, des principes fondamentaux, des réglementations des services et de l'obligation de diligence envers le personnel ; réévaluer la pression de travail et son impact sur la qualité des brevets, comme [souligné](#) par quatre cabinets juridiques allemands de premier ordre spécialisés dans les brevets ; et rétablir la confiance du personnel dans la direction, en annulant toutes les sanctions disciplinaires abusivement imposées par Battistelli à certains représentants du personnel et dirigeants du syndicat (plusieurs plaintes déposées devant le TAOIT sont toujours en cours), et en assurant la conformité avec la résolution CA/26/16 du Conseil administratif ».

La source a précisé que « une poignée de fonctionnaires qui assistaient Battistelli dans la mise en œuvre de ses abus demeurent (pour l'instant) en place », et que cela rendra la tâche de Campinos « compliquée ».

« Si Campinos veut avoir une chance d'améliorer les choses, ces personnes doivent également partir, et en particulier (mais pas seulement) Elodie Bergot, [la directrice principale des ressources humaines de l'Office]. »

La source a conclu : « À ce stade, nous soupçonnons que le personnel de l'OEB ne sera pas dupé par des paroles creuses : des mesures concrètes sont attendues ».

« Aujourd'hui, l'atmosphère au sein de l'OEB était emplie d'excitation et d'attentes – certains collègues ont même échangé leurs meilleurs vœux « pour la nouvelle année. »